

COMTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 22 AVRIL 2015

L'an deux mille quinze, le vingt-deux avril, le Conseil Municipal de la Commune de HAUX, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie sous la présidence de Madame AUBIN Nathalie, Maire.

PRESENTS (12) : MM. BILLOT, DULEAU, GODFROY, LANDA, PETIT, PION, RAMBAUD,

Mmes AUBIN, BOUYOU, FOSSAT, PETIT, ZEKRYTY

ABSENTS (3) : MM. DUTHIL (excusé), BOUYSSOU,
Mme VIGNAUD (pouvoir M. BILLOT),

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme Huguette FOSSAT est élue secrétaire de séance

1) DELEGATIONS PERMANENTES DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE (DELIBERATION 24/04/15)

PREAMBULE EXPLICATIF

Aux termes de l'article L.2121-29 du CGCT «le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune». C'est donc d'une compétence générale dont est investi le conseil municipal pour délibérer des affaires communales.

Toutefois, dans le but de faciliter l'administration communale et d'accélérer les procédures, le conseil municipal peut déléguer au maire une partie de ses attributions. Ces délégations de pouvoirs sont limitativement énumérées à l'article L.2122-22 du CGCT ; mais l'article L.2122-23 du CGCT précise que le maire doit rendre compte des décisions prises sur délégation à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal.

Par ailleurs, les décisions en cause sont à répertorier dans le registre des délibérations du conseil municipal et non pas dans celui relatif aux arrêtés municipaux.

Mais surtout, les actes ainsi pris par le maire par délégation du conseil municipal sont assujettis aux mêmes conditions de contrôle et de publicité que les délibérations habituelles, c'est à dire qu'elles doivent être transmises au préfet dans le cadre du contrôle de légalité (Art. L.2132-2 du CGCT).

Conformément à l'article L.2122-23 du CGCT modifié par la loi des libertés et responsabilités locales, les maires ont désormais la faculté de subdéléguer les attributions qui leur sont confiées par délégation du conseil municipal, sauf disposition contraire de la délibération du conseil municipal.

Dans tous les cas, l'article L.2122-23 du CGCT prévoit que le conseil municipal peut toujours mettre fin au dispositif de délégation de pouvoirs au maire.

DELEGATIONS

Madame le Maire donne alors lecture des attributions prévues à l'article L.2122-22 du CGCT qui lui semblent devoir figurer dans les délégations permanentes à lui accorder :

- 1) Arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux.
- 2) Fixer les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal.
- 3) Procéder dans la limite de 100 000€ à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, article L 1618 -2 et de passer à cet effet les actes nécessaires.

- 4) Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget. Et dans la limite de 90 000 € HT.
- 5) Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans.
- 6) Passer les contrats d'assurance ainsi qu'accepter les indemnités de sinistre y afférentes.
- 7) Créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux.
- 8) Prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières.
- 9) Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.
- 10) Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros.
- 11) Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts.
- 12) Fixer dans les limites de l'estimation des services fiscaux (Domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes.
- 13) Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme.
- 14) Exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien.
- 15) Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 5 000 €.
- 16) Donner en application de l'article L 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local.
- 17) Signer la convention précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe aux coûts d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et signer la convention précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux.
- 18) Exercer, au nom de la commune le droit de préemption sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce, les baux commerciaux et les terrains faisant l'objet de projets d'aménagement commercial défini par l'article L.214-1 du code de l'urbanisme.
- 19) Exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L.240-1 à L.240-5 du code de l'urbanisme.
- 20) Autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.
- 21) D'intenter en première instance au nom de la commune les actions en justice ou de défendre en première instance la commune dans les actions intentées contre elle, devant toutes les juridictions.
- 22) Prendre les décisions mentionnées aux articles L.523-4 et L.523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.

* * *

Les membres du Conseil acceptent à 11 voix pour (Mme Le Maire ne prend pas part au vote,) ces délégations aux conditions précitées.

2) FIXATION DU MONTANT DES INDEMNITES DU MAIRE ET ADJOINTS (DELIBERATION 25/04/15)

Madame Le Maire rappelle que selon la Loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité des communes de moins de 1000 habitants sont tenues d'allouer à leur premier Magistrat l'indemnité maximale prévue par la Loi pour la strate démographique à laquelle appartient la commune (Article. L.2123-20-1, I, 1^{er} alinéa du Code des Collectivités Territoriales).

Les Indemnités de fonction des élus locaux ne constituent ni un salaire, ni un traitement, ni une rémunération. Visant simplement à compenser les frais que les élus engagent au service de leurs administrés, elles constituent en fait une contrepartie forfaitaire des contraintes qu'ils supportent du fait de la réduction de l'ensemble de leurs activités professionnelles ou non, qui est la conséquence de leur activité publique. Elles sont cumulables avec les allocations chômage.

Ces indemnités pour l'exercice des fonctions de Maires et Adjoints au Maire des communes constituent pour les communes une dépense obligatoire qui doit donc apparaître à ce titre chaque année au budget de la commune.

Les indemnités maximales votées par les Conseils Municipaux pour l'exercice des fonctions de maire et celles votées pour l'exercice des fonctions d'Adjoint au Maire sont déterminées par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique (indice brut), conformément au barème figurant dans le tableau qui suit. La population à prendre en compte est la population municipale résultant du dernier recensement.

Population totale (population municipale + population comptée à part)	Taux maximal (en pourcentage de l'indice brut)	
	indemnités des maires	indemnités des adjoints
Moins de 500 habitants	17 %	6,6 %
De 500 à 999 habitants	31 %	8,25 %
De 1 000 à 3 499 habitants	43 %	16,5 %
De 3 500 à 9 999 habitants	55 %	22 %
De 10 000 à 19 999 habitants	65 %	27,5 %
De 20 000 à 49 999 habitants	90 %	33 %
De 50 000 à 99 999 habitants	110 %	44 %
De 100 000 à 200 000 habitants	145 %	66 %
Plus de 200 000 habitants	145 %	72,5 %

Le conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2123-20 à L 2123-24-1

Vu l'arrêté n°22-2015 de délégation du maire aux adjoints en date du 22 avril 2015 ;

Considérant que le code susvisé fixe des taux maximaux et qu'il y a donc lieu de déterminer le taux des indemnités allouées au Maire, aux Adjoints.

- décide à l'unanimité de fixer le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions de Maire, et d'Adjoint, dans la limite de l'enveloppe budgétaire constituée par le montant des indemnités maximales susceptibles d'être allouées aux titulaires de mandats locaux, aux taux suivants, en pourcentage de l'indice brut mensuel 1015, conformément au barème fixé par les articles L 2123-23, L 2123-24 du code général des collectivités territoriales soit : 31% pour le Maire et 8,25% pour les Adjoints.

Le tableau suivant récapitule l'ensemble des indemnités allouées :

AUBIN Nathalie	Maire	31 % (référence indice 1015)
PETIT Patrick	1 ^{er} Adjoint	8,25 % (référence indice 1015)
FOSSAT Huguette	2 ^{ème} Adjoint	8,25 % (référence indice 1015)
BILLOT Romain	3 ^{ème} Adjoint	8,25 % (référence indice 1015)
PETIT Isabelle	4 ^{ème} Adjoint	8,25 % (référence indice 1015)

- dit que les indemnités aux élus sont versées à compter du 18 avril 2015, date d'entrée dans leurs fonctions et que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6531 du budget communal 2015.

3) ATTRIBUTION D'UNE INDEMNITE DE CONSEIL A MONSIEUR LE RECEVEUR MUNICIPAL (DELIBERATION 26/04/15)

Madame Le Maire expose au Conseil Municipal, qu'un arrêté interministériel en date du 16 décembre 1983 fixe les conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables des services extérieurs du Trésor, chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics.

Le Conseil Municipal doit prendre une décision délibérative à chaque changement de comptable ainsi qu'à chaque nouveau conseil municipal.

Le Conseil Municipal considérant les services rendus par M. DUFRESNE Claude, Receveur Municipal en sa qualité de conseiller économique et financier de la commune, décide à l'unanimité de lui allouer l'indemnité de conseil fixée au taux plein et conformément aux prescriptions de l'article 4 de l'arrêté susvisé

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif à l'article 6225 du budget M 14.

4) ATTRIBUTION D'UNE INDEMNITE DE PREPARATION DES DOCUMENTS BUDGETAIRES A MONSIEUR LE RECEVEUR MUNICIPAL (DELIBERATION 27/04/15)

Madame Le Maire expose au Conseil Municipal, que la Commune est appelée à solliciter le concours de Monsieur DUFRESNE Claude, receveur municipal, pour des conseils et renseignements nécessaires à la préparation des documents budgétaires.

Ce travail est réalisé en dehors de ses obligations professionnelles, et conformément à l'arrêté interministériel du 16 Septembre 1983, Madame le Maire propose d'allouer une indemnité spéciale annuelle à Monsieur DUFRESNE Claude.

Le Conseil Municipal doit prendre une décision délibérative à chaque changement de comptable ainsi qu'à chaque renouvellement du conseil municipal.

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité cette proposition de dépense qui sera imputée à l'article 6225 du budget M 14.

5) DESIGNATION DES DELEGUES AUX EPCI ET ORGANISMES EXTERIEURS (DELIBERATION 28/04/15)

A) Préambule

Lorsque les textes en vigueur lui en confient la responsabilité, le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs (EPCI, associations ...). La durée des fonctions des personnes désignées est en principe liée à la durée du mandat des conseillers municipaux ; toutefois, le conseil municipal peut, à tout moment, revenir sur ces nominations et modifier sa représentation au sein de ces organismes, le nouveau représentant n'étant cependant nommé que pour le reste de la durée du mandat ou des fonctions pour lesquels le premier représentant l'avait été désigné.

B) DESIGNATION DES DELEGUES AUX EPCI ET ORGANISMES EXTERIEURS

Madame le Maire rappelle l'importance de la désignation des délégués qui représentent la commune et doivent informer le Conseil des réunions auxquelles ils ont été conviés (en effet, les convocations leur sont directement adressées à leur domicile).

Madame Le Maire propose donc de procéder à l'élection par bulletins secrets des délégués aux syndicats intercommunaux et organismes auxquels la commune adhère (conformément à leurs statuts respectifs).

. Centre Intercommunal d'Action Sociale - C.I.A.S. 1 délégué titulaire Mme FOSSAT Huguette est candidate. 12 votants

A l'issue des votes est élue à 9 voix pour, trois bulletins blancs.

- Huguette FOSSAT

. Regroupement Pédagogique Intercommunal (R.P.I.) trois titulaires Mme Le Maire et les titulaires déjà en poste (Nadia ZEKRYTY et Romain Billot sont candidats. 12 votants.

A l'issue des votes sont élus

- Nathalie AUBIN 10 voix

- Nadia ZEKRYTY 9 voix

- Romain BILLOT 9 voix

Et 2 bulletins blancs

. Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau potable et Assainissement non collectif de Bonnetan - (SIAEPANC) : un délégué - un suppléant

Sont candidats M. Jean-Michel DULEAU en qualité de titulaire, Monsieur Romain BILLOT en suppléant. 12 votants

A l'issue des votes sont élus à voix pour, abstentions:

Titulaire :

- DULEAU Jean-Michel 9 voix

Et 3 bulletins blancs

Suppléant :

- BILLOT Romain 9 voix

. Syndicat Départemental d'électricité et d'éclairage (SDEEG) 1 délégué titulaire (pas de suppléant) Mme BOUYOU Laure est candidate. 12 votants.

A l'issue des votes est élue à 12 voix pour :

- BOUYOU Laure

. Comité National d'Action Sociale (CNAS) : un délégué et un suppléant

Huguette FOSSAT est candidate en qualité de titulaire, Nadia ZEKRYTY en suppléant. 12 votants.

A l'issue des votes sont élues :

Titulaire :

- FOSSAT Huguette 9 voix

Et 3 bulletins blancs

Suppléant :

- ZEKRYTY Nadia 9 voix

. Correspondant Défense : 1 représentant titulaire 1 suppléant

Camille VIGNAUD a fait part de sa candidature en qualité de titulaire, Patrick PETIT en suppléant. 12 votants

A l'issue des votes sont élus:

Titulaire :

- VIGNAUD Camille 10 voix

Et 2 bulletins blancs

Suppléant :

- PETIT Patrick 9 voix

. Comité Intercommunal de lutte contre la délinquance (CILSPD): un titulaire et un suppléant

Huguette FOSSAT est candidate en qualité de titulaire, Nadia ZEKRYTY en suppléant. 12 votants.

A l'issue des votes sont élues

Titulaire :

- FOSSAT Huguette 9 voix

Et 3 bulletins blancs

Suppléant :

- ZEKRYTY Nadia 9 voix

. SYTECEM Pays Cœur Entre 2 Mers : Madame Le Maire précise que Mme PETIT était préalablement titulaire et précise que seul un suppléant est à élire. Elle propose sa candidature en qualité de suppléant. 12 votants

A l'issue des votes sont élus à voix pour, abstentions:

Titulaire

- PETIT Isabelle

Suppléant :

- AUBIN Nathalie 10 voix

Et 2 bulletins blancs

Monsieur GODFROY arrive à 20 heures 30 et participe aux votes qui suivent portant le nombre de votants à 13.

. SEMOCTOM : 1 représentant titulaire 1 suppléant

Jean-Michel DULEAU est candidat en qualité de titulaire, Isabelle PETIT en suppléant. 13 votants

A l'issue des votes sont élus:

Titulaire

- Jean-Michel DULEAU 9 voix

Et 4 bulletins blancs.

Suppléant :

- Isabelle PETIT 9 voix

. Office du Tourisme et OTEM : 1 représentant titulaire + 1 suppléant

Aucune candidature le vote est repoussé à une prochaine réunion.

. SMEGREG : 1 titulaire

Monsieur BILLOT Romain est candidat. 13 votants

A l'issue des votes est élu:

Titulaire

- Romain BILLOT 9 voix

Et 4 bulletins blancs.

. CLECT : 1 représentant titulaire + 1 suppléant

Sont candidats Nathalie AUBIN en qualité de titulaire et Patrick PETIT en suppléant. 13 votants.

A l'issue du vote sont élus :

Titulaire

- AUBIN Nathalie 9 voix

Et 4 bulletins blancs

Suppléant :

- PETIT Patrick 9 voix

. Communauté des Communes : Madame Le Maire précise que les délégués sont Le Maire et le premier Adjoint.

Dans les communes de moins de 1000 habitants, les textes prévoient que les délégués aux CDC soient Le Maire et le Premier Adjoint et que seulement en cas de désistement des personnes, les délégations sont dans l'ordre du tableau du Conseil Municipal.

6) DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (C.C.A.S) (DELIBERATION 29/04/145)

Madame Le Maire informe les membres du conseil municipal que suite aux nouvelles élections et à son élection en qualité de Maire de HAUX, le conseil municipal se trouve dans l'obligation de procéder à une élection complète des membres élus au sein du Conseil d'Administration du CCAS.

Présidé par le maire, le conseil d'administration comprend en nombre égal des membres désignés par le conseil municipal en son sein et des membres désignés par le maire parmi les personnes participant à des actions de prévention, d'animation ou de développement social sur le territoire communal.

Le nombre des membres du conseil d'administration du C.C.A.S. de HAUX a été fixé à cinq par délibération du conseil municipal du 17 mars 2001.

Les candidats qui se sont fait connaître sont :

- **Huguette FOSSAT**

- **Isabelle PETIT**

- **Camille VIGNAUD**

- **Nadia ZEKRYTY**

- **Patrick PETIT**

Ont été, après vote, désignés pour représenter le conseil municipal (13 votants 12 +1 pouvoir)

- **Huguette FOSSAT** 9 voix

- **Isabelle PETIT** 9 voix

- **Camille VIGNAUD** 10 voix

- **Nadia ZEKRYTY** 9 voix

- **Patrick PETIT** 9 voix

3 bulletins blancs.

Les membres nommés seront désignés par arrêté du Maire après appel à candidature.

7) **DIVERS**

- Réunion du Conseil municipal : Madame Le Maire propose de fixer les réunions du conseil municipal chaque dernier jeudi du mois à 19 h 30 et à la fin de l'ordre du jour, de prolonger ces réunions avec une demi-heure d'échanges avec les citoyens.
- Commissions municipales : Madame Le Maire propose la création de commissions de travail semi-permanente auxquelles les personnes intéressées par le thème participeraient sous la responsabilité d'un adjoint.
- Transmission des dossiers entre élus : Madame Le Maire souhaite que la transmission des différents dossiers en cours se fasse de façon cordiale, chaque adjoint se rapprochera de l' élu qui était auparavant en charge du dossier.
- Réunion de quartier : Madame Le Maire informe les membres du conseil municipal qu'une réunion de quartier, hameau va être mis en place fin mai début juin afin d'organiser des échanges entre les administrés et les élus qui souhaiteront participer à ces rencontres. Elle encourage les élus à y participer. Un calendrier sera adressé aux habitants.
- Cérémonie du 8 mai : Madame Le Maire rappelle que la cérémonie débutera à 11 heures et qu'elle profitera de cette manifestation pour présenter l'équipe municipale aux citoyens. Elle invite les membres du conseil municipal à être présent.

Madame Le Maire laisse la parole aux élus qui souhaitent donner des informations :

- Monsieur PION informe que le SIAEPANC de Bonnetan désire mettre en place une demande groupée de subventions pour les dossiers d'assainissements non conformes.
- Mme Fossat exprime son regret que les anciens élus ne se mettent pas dans les commissions. Les 4 élus dits d'opposition en Mars 2014 s'étaient engagés au sein de l'équipe municipale le temps de leur mandat.

Séance levée à 21 heures

DUTHIL Franck	LANDA Jean-Paul	GODFROY Roger	RAMBAUD Alexis	DULEAU Jean-Michel
BILLOT Romain	BOUYOU Laure	BOUYSSOU Francis	PETIT Patrick	PETIT Isabelle
PION Jean-Luc	VIGNAUD Camille (pouvoir M. BILLOT)	ZEKRYTY Nadia	FOSSAT Huguette	AUBIN Nathalie